

# Table des matières

Avant-propos .....	XIII
Préface .....	XVII
Sommaire .....	XIX
Liste des principales abréviations .....	XXI
INTRODUCTION .....	1
<b>1. Perspectives théoriques</b> .....	6
A. Perspectives juridiques .....	6
1. La perspective traditionnelle : l'économie comme réalité et comme science auxiliaire .....	6
2. La perspective du « droit économique » : l'économie comme source normative et cause de renouvellement des méthodes .....	8
B. Perspective économique : distance et liens de l'approche retenue avec l'analyse économique du droit .....	12
<b>2. Perspective historique</b> .....	17
<b>3. Projet de la thèse</b> .....	24
<b>4. L'approche retenue</b> .....	26
A. La logique juridique .....	27
B. Le raisonnement économique .....	31
<b>5. Précisions sur le domaine de la recherche</b> .....	35
A. Le droit de la concurrence .....	35
B. Les juges de la concurrence .....	36
1. Approche non sociologique .....	36
2. Diversité des contentieux et points communs à tous les juges .....	38
3. Juge et autorités de concurrence .....	42
<b>6. Plan</b> .....	47

**Première partie**  
**LE JUGE CONFRONTÉ**  
**AU RAISONNEMENT ÉCONOMIQUE**

<b>TITRE I. LES OBSTACLES À LA RÉCEPTION DU RAISONNEMENT ÉCONOMIQUE PAR LE JUGE .....</b>	51
<b>CHAPITRE 1. LES OBSTACLES À LA RÉCEPTION DU RAISONNEMENT ÉCONOMIQUE RELATIFS AUX FINALITÉS DU DROIT DE LA CONCURRENCE .....</b>	53
<b>Section I. Le point de vue du juge sur les finalités du droit de la concurrence .....</b>	58
A. La détermination des finalités : une question qui se pose au juge .....	59
1. La nécessité d’une interprétation des règles .....	59
2. Les méthodes d’interprétation .....	62
B. Le devoir du juge de tenir compte d’une multiplicité de finalités .....	65
1. L’objectif d’intégration du marché européen : obstacle historique à la réception du raisonnement économique ....	66
2. Les autres objectifs du traité : obstacles inégaux et relatifs à la réception de l’approche économique .....	72
a) <i>L’indétermination des objectifs</i> .....	72
b) <i>Loyauté, liberté et approche économique – généralités</i> ....	75
c) <i>Loyauté, intention et approche économique</i> .....	81
<b>Section II. Le point de vue économique sur les finalités du droit de la concurrence confronté au point de vue du juge .....</b>	86
A. Confrontation des points de vue du juge et des économistes sur l’objectif « d’efficacité » .....	87
1. Le point de vue économique sur l’objectif « d’efficacité » .	87
a) <i>Le raisonnement ou les propriétés d’efficacité</i> <i>de la concurrence</i> .....	88
b) <i>Le postulat</i> .....	92
2. Le point de vue du juge sur « l’objectif d’efficacité » .....	97
a) <i>L’apparition progressive de l’efficacité dans les textes</i> .....	99
b) <i>La prise en considération limitée de l’efficacité</i> <i>par le juge</i> .....	107
i) <i>La prise en considération de l’efficacité en tant</i> <i>qu’objectif</i> .....	107
ii) <i>Les conséquences non admises de l’objectif d’efficacité :</i> <i>l’exemple de l’efficacité en tant que justification objective</i> <i>en matière d’abus de position dominante</i> .....	111
C. Confrontation des points de vue du juge et des économistes à propos de l’objectif du « bien-être du consommateur » .....	118

1. L'objectif de bien-être du consommateur :	
points de vue économiques .....	119
2. L'objectif visant à favoriser les intérêts des consommateurs :	
point de vue du juge .....	123
a) <i>L'intérêt du consommateur en matière</i>	
<i>d'accords anticoncurrentiels</i> .....	124
b) <i>L'intérêt du consommateur en matière d'abus</i>	
<i>de position dominante</i> .....	129
 CHAPITRE 2. LES OBSTACLES À LA RÉCEPTION DU RAISONNEMENT ÉCONOMIQUE TENANT À LA LOGIQUE ÉCONOMIQUE .....	       137
<b>Section I. Les caractéristiques du raisonnement économique :</b>	
<b>rapprochements inattendus avec le raisonnement du juge</b> .....	139
A. La forme du raisonnement économique : mathématisation	
et modélisation .....	140
B. Les caractéristiques logiques du raisonnement économique :	
la prééminence de la déduction .....	147
C. Le postulat de rationalité .....	151
D. Les faits pertinents pour le raisonnement économique .....	155
E. Topiques du raisonnement économique .....	159
<b>Section II. Les difficultés de traduction</b>	
<b>du raisonnement économique</b> .....	163
A. Traductions et retraductions : entre fidélité et déplacement	
de sens .....	165
B. Typologie des difficultés de traduction .....	168
1. Les mots n'ayant pas le même sens .....	168
2. Les mots sans correspondance .....	170
 CHAPITRE 3. LES OBSTACLES À LA RÉCEPTION DU RAISONNEMENT ÉCONOMIQUE TENANT AU JUGE ....	    179
<b>Section I. Les tensions entre l'approche économique</b>	
<b>et certains principes généraux du droit</b> .....	180
A. La tension entre l'approche économique et la présomption	
d'innocence .....	180
1. Applicabilité et contenu du principe de présomption	
d'innocence .....	181
2. La prudence nécessaire du juge face	
au raisonnement économique .....	184
B. Les tensions entre l'approche économique et le principe	
de sécurité juridique .....	191
1. Le raisonnement économique et les différentes manières	
de produire de la sécurité juridique .....	193
2. Les différentes hypothèses envisageables .....	198

a) <i>La prudence particulière du juge face au bouleversement du schéma de raisonnement</i> .....	199
b) <i>La prudence ordinaire du juge face à un nouveau critère de qualification</i> .....	200
c) <i>L'ouverture prudente du juge face aux nouveaux raisonnements probatoires</i> .....	201
<b>Section II. Les difficultés probatoires</b> .....	203
A. Les difficultés relatives à l'administration de la preuve :	
les faits difficiles à prouver .....	204
1. La preuve des coûts : obstacle contourné et ignoré .....	204
2. La preuve des préférences : la difficulté escamotée .....	207
B. Les difficultés relatives à l'appréciation des preuves .....	209
1. Les difficultés d'appréciation conduisant au rejet du raisonnement économique .....	209
2. L'admissibilité du raisonnement économique en dépit des difficultés d'appréciation des preuves .....	211
 <b>TITRE II. L'OUVERTURE DU JUGE AU RAISONNEMENT ÉCONOMIQUE</b> .....	215
 CHAPITRE 1. L'OUVERTURE NÉCESSAIRE DU JUGE AU RAISONNEMENT ÉCONOMIQUE POUR L'INTERPRÉTATION DES NOTIONS À CONTENU VARIABLE : L'EXEMPLE DE LA NOTION DE RESTRICTION DE CONCURRENCE .....	217
Remarques préliminaires .....	225
<b>Section I. Les principales conceptions de la restriction de concurrence</b> .....	228
A. La recherche vaine d'une définition purement juridique de la restriction de concurrence .....	228
B. Les conceptions économiques de la restriction de concurrence ..	234
1. La restriction appréciée par rapport à la concurrence parfaite ..	235
2. Les référentiels souples de la concurrence praticable et de la concurrence efficace .....	238
3. La conception déterministe de l'École de Harvard .....	242
4. Le scepticisme de l'École de Chicago .....	244
5. Les approches contemporaines .....	244
<b>Section II. L'éclectisme du juge</b> .....	245
§ 1. L'ouverture réelle du juge au raisonnement économique en matière d'ententes .....	246
A. Le critère de la liberté commerciale devant le juge .....	246
1. L'insuffisance du critère de la liberté commerciale ou l'ouverture du juge au raisonnement économique .....	247

2. La persistance du critère de la liberté commerciale ou l'encadrement du raisonnement économique par le juge .....	253
<i>a) Le domaine large du critère de la liberté commerciale ....</i>	253
<i>b) La signification du critère de la liberté commerciale     au regard du raisonnement économique :     un facteur d'encadrement .....</i>	255
B. Les différentes conceptions économiques à l'épreuve du procès .....	260
1. L'insuffisance pratique de la concurrence pure et parfaite .	261
2. La réception de la concurrence praticable ou efficace .....	262
<i>a) Sens proche du sens économique .....</i>	262
<i>b) Réception apparente .....</i>	264
<i>i) Référence purement nominale à la concurrence efficace ..</i>	264
<i>ii) Le raisonnement similaire du juge français             indépendamment de la notion de concurrence effective .</i>	266
<i>c) La réception réelle de la notion de concurrence praticable ..</i>	268
3. Le structuralisme bien tempéré .....	271
<i>a) Le pouvoir de marché : question d'appréciation concrète .</i>	271
<i>b) L'admission de certains arguments relatifs à la stratégie         de l'entreprise .....</i>	274
§ 2. La résistance du juge au raisonnement économique en matière d'abus de position dominante .....	278
A. La prégnance de la conception ordo-libérale et le primat accordé à la structure du marché .....	278
B. Les obstacles au raisonnement économique .....	284
 CHAPITRE 2. L'OUVERTURE FACULTATIVE DU JUGE AU RAISONNEMENT ÉCONOMIQUE MANIFESTÉE PAR LA RÉCEPTION DE NOTIONS ÉCONOMIQUES : L'EXEMPLE DU MARCHÉ PERTINENT .....	291
<b>Section I. Le cheminement du raisonnement économique vers une définition opératoire du marché .....</b>	295
A. La genèse de la définition du marché dans les théories économiques .....	296
1. La définition du marché dans l'approche de Marshall ....	296
2. L'apport de l'approche de la concurrence imparfaite à la définition du marché .....	298
B. L'élaboration d'une définition économique du marché adaptée au droit de la concurrence .....	305
1. La nécessité discutée de délimiter le marché pertinent aux fins de l'analyse concurrentielle .....	306
<i>a) L'inutilité idéale de la délimitation du marché pertinent .</i>	306
<i>b) La nécessité pratique de délimiter le marché pertinent ...</i>	308

2. L'élaboration d'une définition opératoire	
du marché pertinent .....	308
a) <i>Les méthodes de délimitation du marché à partir de données observables</i> .....	309
i) <i>Le test de Elzinga-Hogarty</i> .....	309
ii) <i>La méthode du parallélisme des prix</i> .....	310
b) <i>La définition du marché à partir du pouvoir de marché : la méthode du monopole hypothétique</i> .....	312
c) <i>Précisions sur la mise en œuvre de la méthode du monopole hypothétique</i> .....	316
i) <i>La détermination du seuil d'augmentation de prix indicatif de pouvoir de marché</i> .....	316
ii) <i>La détermination de la rentabilité de l'augmentation de prix</i> .....	318
iii) <i>Les exigences de preuve</i> .....	321
iv) <i>Une difficulté persistante : le cas des produits différenciés</i> .....	323

<b>Section II. La notion de marché pertinent saisie par le juge ou les vicissitudes du raisonnement économique</b> .....	327
A. L'ambiguïté des définitions jurisprudentielles de la notion de marché au regard du raisonnement économique .....	327
1. La définition fonctionnelle du juge communautaire .....	328
2. La définition formelle du juge français .....	330
B. Le raisonnement économique écarté par l'exigence générale de délimitation du marché .....	332
1. Le domaine étendu de l'exigence de délimitation du marché .....	332
a) <i>L'exigence de délimitation du marché : un principe d'application très large</i> .....	333
i) <i>L'exigence de délimitation du marché commune à toutes les infractions</i> .....	333
ii) <i>L'exigence de délimitation du marché au-delà des éléments constitutifs des infractions aux règles de concurrence</i> .....	343
α) <i>L'exigence de délimitation du marché en matière de sanctions</i> .....	343
β) <i>L'exigence de délimitation du marché dans les décisions de renvoi préjudiciel</i> .....	349
b) <i>Les tempéraments admis par le juge à l'obligation de délimiter le marché</i> .....	351
2. Les flottements dans la fonction du marché dans le raisonnement d'ensemble des juges .....	354
C. Le raisonnement économique progressivement accueilli dans la méthode de délimitation du marché .....	359
1. Les hypothèses dans lesquelles l'analyse économique du marché est superflue .....	359

2. L'analyse initialement incomplète du marché .....	361
a) <i>Le raisonnement économique évincé par l'attention exclusive portée aux caractéristiques des produits</i> .....	362
b) <i>L'ébauche de raisonnement économique : la prise en considération de l'offre</i> .....	367
3. L'adoption d'un raisonnement économique .....	372
a) <i>L'exigence de motivation circonstanciée dans l'analyse de la demande</i> .....	372
b) <i>L'adoption du raisonnement à la marge et l'analyse des possibilités de discrimination</i> .....	377
c) <i>L'analyse plus fine de la substituabilité du côté de l'offre</i> .....	379

### Seconde partie

## LE RAISONNEMENT ÉCONOMIQUE INSÉRÉ DANS LA MÉTHODE DU JUGE

<b>TITRE PRÉLIMINAIRE. LA MÉTHODE DU JUGE</b> .....	393
<b>Section I. Retour sur l'analyse de Motulsky</b> .....	393
1. Les caractères de la règle de droit .....	394
2. La notion de droit subjectif .....	394
3. Le syllogisme judiciaire .....	395
4. La recherche des prémisses du syllogisme .....	396
a) <i>La recherche de la règle applicable</i> .....	397
b) <i>Le rapprochement des faits et de la règle</i> .....	397
5. Redéfinition de la notion de charge de l'allégation .....	400
6. Les dispenses de décomposition .....	401
7. La charge de la preuve .....	403
8. Le contrôle de cassation .....	404
<b>Section II. L'applicabilité de l'analyse de Motulsky au droit de la concurrence</b> .....	405
1. Règles de concurrence et règles de droit .....	406
2. Règles de concurrence et droit privé .....	407
3. Règles de concurrence et droits subjectifs .....	409
<b>Section III. La place du raisonnement économique dans l'élaboration du jugement envisagée à partir de l'analyse de Motulsky</b> .....	415
1. La recherche de la règle applicable et le rôle des classifications .....	415
2. L'identification des « faits nécessaires » et des « faits pertinents » .....	420
3. L'analyse des faits de la cause .....	422
4. Les dispenses de décomposition .....	423
5. La charge de la preuve .....	425
6. Premières vues sur le contrôle de cassation et le raisonnement économique .....	425

<b>TITRE I. L'INSERTION DU RAISONNEMENT ÉCONOMIQUE DANS LA QUALIFICATION JURIDIQUE DES FAITS .....</b>	431
<b>CHAPITRE 1. LES MODALITÉS D'INTÉGRATION DU RAISONNEMENT ÉCONOMIQUE DANS LA DÉFINITION PAR LE JUGE DE LA CHARGE DE L'ALLÉGATION .....</b>	433
<b>Section I. L'intégration du raisonnement économique dans la détermination par le juge des éléments de la qualification .</b>	434
§ 1. Le raisonnement économique intégré à la définition des éléments de qualification .....	435
A. Les recherches parallèles du juge et des économistes .....	437
1. La décomposition des qualifications juridiques à l'aide de notions économiques .....	437
2. Le regard économique sur la décomposition des qualifications juridiques : l'exemple de l'intérêt du consommateur dans l'abus de position dominante .....	441
3. Les éléments de qualification dégagés à partir des catégories économiques : l'exemple des analyses stratégiques de la prédation .....	442
4. Le bouleversement de l'analyse juridique de la qualification .	445
B. Les qualifications économiques intermédiaires .....	446
1. Définition de la notion de qualifications intermédiaires ..	447
2. Incidences procédurales de la réception de qualifications économiques intermédiaires .....	450
a) <i>L'incidence des qualifications intermédiaires sur la mise                 en œuvre du principe du contradictoire .....</i>	450
b) <i>L'incidence des qualifications intermédiaires                 sur la recevabilité .....</i>	452
§ 2. Le raisonnement économique intégré dans le jeu des dispenses d'allégation .....	455
A. Le raisonnement économique facteur de remise en cause des dispenses .....	457
1. La dispense d'allégation relative à la stabilité de la part de marché dans la qualification de position dominante ....	457
2. La dispense relative aux justifications objectives dans l'abus de position dominante .....	458
B. Le raisonnement économique justificatif d'une dispense .....	460
<b>Section II. Le raisonnement économique cristallisé dans la structure de la qualification .....</b>	461
§ 1. Les tests de qualification .....	462
A. Le test de qualification : définition et intérêt de la notion ....	462
1. Le test de qualification comme structure de qualification .	462
2. Intérêts de la notion .....	466



B. L'élaboration des tests de qualification par le dialogue entre le juge et la doctrine .....	469
1. Le dialogue du juge et de la doctrine économique : l'exemple de l'intégration progressive de la théorie de l'oligopole .....	470
a) <i>Le cadre d'analyse économique de la position dominante                collective : « le problème de l'oligopole »</i> .....	470
b) <i>La reconnaissance par le juge de la pertinence du cadre                d'analyse de l'oligopole</i> .....	471
2. Le rôle de la doctrine juridique dans le dialogue entre le juge et la doctrine économique .....	476
§ 2. Le défi de l'évolution des tests de qualification : l'exemple de la prédation .....	480
A. L'adoption par le juge d'un test de qualification issu de l'analyse économique .....	481
1. Le cadre d'analyse économique de la prédation .....	481
a) <i>La prédation : une stratégie d'entreprise dominante</i> .....	482
b) <i>La recherche des critères de la prédation</i> .....	484
2. Le test de qualification consacré par l'arrêt <i>AKZO</i> .....	488
B. Le juge face à la remise en question du test économique .....	490
1. Le point de vue du juge sur la remise en question du test de la prédation .....	491
2. Les différentes techniques d'intégration d'un argument économique à la disposition du juge .....	491
a) <i>Distinction préalable : la récupération effective                et la possibilité de récupération</i> .....	493
b) <i>La possibilité de récupération envisagée                comme fait nécessaire</i> .....	494
c) <i>La possibilité de récupération comme fait nécessaire                objet de dispense d'allégation</i> .....	497
d) <i>La possibilité de récupération envisagée comme élément                de preuve de l'intention et du préjudice aux consommateurs</i> .....	498
e) <i>Le choix du juge entre différents moyens d'intégration                du raisonnement économique</i> .....	500
f) <i>Les faits pertinents pour apprécier la possibilité                de récupération</i> .....	501
 CHAPITRE 2. LA DÉCISION DU JUGE D'INSÉRER UN RAISONNEMENT ÉCONOMIQUE DANS LA DÉMARCHE DE QUALIFICATION .....	 505
<b>Section I. Les différents points de vue théoriques sur l'évolution de la jurisprudence</b> .....	<b>506</b>
A. Point de vue de la sécurité juridique sur l'évolution de jurisprudence inspirée par l'analyse économique .....	507

1. Absence de spécificité des évolutions de la jurisprudence inspirées par l'analyse économique .....	507
2. Contribution positive de l'analyse économique à la sécurité juridique .....	509
a) <i>Incertitude sur l'interprétation de la règle de droit et incertitude sur l'application de la règle de droit</i> .....	510
b) <i>La réduction de l'insécurité juridique permise par les typologies</i> .....	512
c) <i>Jusqu'où le juge doit-il aller dans la réception des typologies économiques ?</i> .....	515
B. Le point de vue de l'analyse économique sur le choix d'une règle par le juge .....	517
1. L'existence d'un consensus parmi les économistes .....	518
a) <i>Comparaison entre le consensus économique et le consensus scientifique au regard de leur usage judiciaire</i> .....	518
b) <i>Les risques du consensus économique</i> .....	521
c) <i>Distinction selon la nature des énoncés économiques</i> .....	523
2. Le choix entre deux types d'erreur .....	525
<b>Section II. La décision du juge éclairée par un savoir économique ..</b>	529
§ 1. Les règles d'expérience économiques .....	529
A. Les différents usages judiciaires des règles d'expérience économiques .....	530
1. Les règles d'expérience utilisées pour fonder une présomption .....	530
2. Les règles d'expérience utilisées pour fonder une dispense d'allégation .....	532
3. Les règles d'expérience intégrées à la règle de fond .....	534
B. Le savoir économique incorporé aux règles d'expérience .....	536
1. La part des croyances dans les connaissances économiques .....	536
2. La confiance du juge dans les connaissances économiques .....	538
C. La nécessité d'organiser la contradiction sur les connaissances économiques .....	540
§ 2. Les modalités de coopération du juge avec les économistes .....	544
A. Les modalités de coopération entre juges et économistes à propos des questions de fait .....	544
1. L'expertise à la demande des parties .....	545
2. L'expertise ordonnée par le juge à titre de mesure d'instruction .....	549
a) <i>Rareté des expertises à la demande du juge</i> .....	550
b) <i>Retour sur les rôles respectifs du juge et de l'expert</i> .....	552
c) <i>Le domaine de l'expertise économique en matière de concurrence</i> .....	558
B. Les modalités de coopération du juge avec les économistes non limitées aux questions de fait .....	564
1. La demande d'avis aux autorités de concurrence .....	564

2. <i>L'amicus curiae</i> .....	566
3. L'économiste interne à la juridiction .....	571
4. Quelles modalités pour l'apport de connaissances empiriques générales ? .....	574
<b>TITRE II. LE RAISONNEMENT ÉCONOMIQUE DANS LE CONTRÔLE JURIDICTIONNEL</b> .....	583
CHAPITRE 1. LE RAISONNEMENT ÉCONOMIQUE, OBJET DU CONTRÔLE JURIDICTIONNEL .....	587
<b>Section I. Les objets du contrôle peu liés au raisonnement économique</b> .....	590
A. Le raisonnement économique peu lié au respect des règles de procédure .....	590
B. Le raisonnement économique non saisi par le détournement de pouvoir .....	593
C. Le raisonnement économique étranger à l'exactitude matérielle des faits .....	597
<b>Section II. Les objets du contrôle intégrant le raisonnement économique</b> .....	598
A. Le raisonnement économique objet du contrôle de l'appréciation des faits .....	599
1. Notion d'appréciation des faits et illustration .....	600
2. Les appréciations économiques érigées en objet autonome du contrôle par la doctrine du contrôle restreint .....	602
3. Le raisonnement économique dans les appréciations économiques .....	605
4. Le raisonnement économique dans la preuve .....	611
<i>a) Le raisonnement économique comme preuve             par présomption : similitudes de l'inférence et spécificité             du postulat de rationalité</i> .....	612
<i>b) La valeur probante variable du raisonnement économique .</i> <i>i) Le raisonnement économique admis à titre             de présomption</i> .....	616
<i>ii) Le raisonnement économique admis à titre             de commencement ou de complément de preuve</i> .....	618
<i>iii) Le raisonnement économique dépourvu             de valeur probante</i> .....	621
<i>iv) Hypothèses sur la variation de la force probante             reconnue au raisonnement économique</i> .....	622
B. Le raisonnement économique, objet du contrôle de qualification .....	625
1. Le problème de l'identification des questions de qualification au regard du raisonnement économique .	626

2. Le raisonnement économique soumis au contrôle de qualification .....	631
a) <i>Le raisonnement économique saisi par le contrôle de qualification</i> .....	631
b) <i>Le raisonnement économique soustrait au contrôle de qualification</i> .....	636
C. Le raisonnement économique, objet du contrôle au titre des autres erreurs de droit .....	638
CHAPITRE 2. LE RAISONNEMENT ÉCONOMIQUE ET LES TECHNIQUES DE CONTRÔLE JURIDICTIONNEL ....	645
<b>Section I. Le contrôle de motivation, technique privilégiée du contrôle du raisonnement économique</b> .....	646
A. Le contrôle de motivation comme contrôle du raisonnement .	647
1. Distinction entre la forme et le fond et unité du contrôle de motivation .....	647
2. Les fonctions de la motivation .....	650
3. Le raisonnement : objet du contrôle de la motivation ....	652
B. La convergence des exigences juridiques et économiques de motivation en droit de la concurrence .....	654
1. La motivation : une exigence primordiale en droit de la concurrence .....	654
a) <i>L'obligation de motiver renforcée en présence de notions indéterminées</i> .....	655
b) <i>L'obligation de motiver renforcée en présence d'un pouvoir d'appréciation</i> .....	656
2. L'exigence de motivation dans l'approche économique contemporaine .....	658
a) <i>L'exigence de motivation dans l'approche économique contemporaine : illustration</i> .....	658
i) <i>L'exigence de motivation en droit dans l'analyse économique</i> .....	659
ii) <i>L'exigence de motivation en fait dans l'analyse économique</i> .....	661
iii) <i>L'exigence de motivation des jugements de valeur dans l'analyse économique</i> .....	662
b) <i>L'exigence de motivation en économie : une caractéristique distinctive de l'analyse dite « Post-Chicago »</i> .....	663
C. Application de la théorie du manque de base légale au contrôle juridictionnel sur le raisonnement économique ....	668
1. L'insuffisance des motifs de fait appliquée au raisonnement économique .....	668
a) <i>Le défaut des motifs de fait qui empêche le contrôle de qualification</i> .....	669

<i>b) Le défaut des motifs de fait qui empêche le contrôle des appréciations</i> .....	671
2. L'insuffisance des motifs de droit appliquée au raisonnement économique .....	672
<b>Section II. Le contrôle de motivation ou le bon usage du raisonnement économique</b> .....	675
A. Des tests inadaptés au contrôle de qualification .....	675
B. La prudence du juge ou les raisons de préférer méthodiquement le contrôle de motivation au contrôle de qualification .....	678
 CHAPITRE 3. L'INTENSITÉ DU CONTRÔLE JURIDICTIONNEL SUR LE RAISONNEMENT ÉCONOMIQUE .....	 685
<b>Section I. L'intensité du contrôle vue à travers les standards de contrôle</b> .....	688
§ 1. La valeur prescriptive et descriptive des standards de contrôle ...	689
A. La valeur prescriptive des standards de contrôle : l'exemple de l'erreur manifeste d'appréciation .....	689
1. Le problème du contrôle juridictionnel sur les décisions économiques comportant l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire .....	690
2. La doctrine du contrôle de l'erreur manifeste d'appréciation : la réponse du juge au problème du contrôle sur les actes comportant l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire .....	693
B. Valeur descriptive des standards de contrôle : l'existence de différents standards de contrôle sur le raisonnement économique .....	696
1. Un standard imposé par un texte : le contrôle particulièrement restreint sur le raisonnement économique dans le contentieux des enquêtes .....	697
2. Un standard de contrôle restreint imposé par la nature du contentieux : le contrôle <i>prima facie</i> du juge communautaire des référés sur le raisonnement économique .....	699
3. Un standard de contrôle exigeant imposé par le juge : le contrôle approfondi du juge français sur les mesures conservatoires .....	703
§ 2. La valeur explicative limitée des standards de contrôle .....	706
A. L'erreur manifeste d'appréciation : un standard compatible avec une intensité variable du contrôle .....	707
1. Le contenu du principe du contrôle restreint sur les appréciations économiques complexes .....	707

2. L'approfondissement du contrôle par l'évolution du domaine du contrôle de l'erreur manifeste d'appréciation .	711
a) <i>L'accroissement du domaine du contrôle de l'erreur manifeste d'appréciation sous l'effet des progrès de l'évidence .</i>	711
b) <i>Le rétrécissement du domaine du contrôle de l'erreur manifeste d'appréciation sous l'effet de l'extension du droit : le rôle des contestations .....</i>	714
B. Les raisons de la valeur explicative limitée du standard de contrôle restreint .....	718
1. L'accent mis sur des facteurs peu explicatifs pour le contrôle sur le raisonnement économique .....	719
a) <i>La faible portée explicative de la répartition des pouvoirs entre le juge et l'administration .....</i>	719
b) <i>Pouvoir discrétionnaire : une justification ambiguë à la limitation du contrôle juridictionnel .....</i>	722
i) <i>Le pouvoir discrétionnaire distingué du pouvoir d'appréciation .....</i>	722
ii) <i>L'intensité du contrôle sur le pouvoir d'appréciation ..</i>	724
iii) <i>La difficulté d'identifier le lieu du pouvoir discrétionnaire .....</i>	726
2. L'autre facteur pertinent pour une théorie du contrôle juridictionnel : l'office du juge .....	729
<b>Section II. L'intensité du contrôle vue à travers les standards de preuve .....</b>	<b>734</b>
§ 1. La valeur descriptive incertaine de la notion de standard de preuve .....	735
A. La notion de standard de preuve au-delà de la <i>common law</i> ..	736
B. La difficulté d'identifier le(s) standard(s) de preuve applicable(s) en droit de la concurrence .....	739
1. Difficulté de déterminer le standard de preuve applicable en droit français dans le domaine des mesures provisoires .	740
2. Le standard de preuve en droit communautaire de la concurrence : état des questions .....	743
§ 2. Les éléments de variation de l'intensité du contrôle définis en dehors des standards .....	747
A. L'intensité des exigences de preuve, fonction du contenu des allégations .....	747
B. Le raisonnement économique comme facteur d'explication de l'intensité du contrôle .....	751
1. Le raisonnement économique, facteur de nouveauté de l'interprétation .....	751
2. Le raisonnement économique comme invitation au renforcement du contrôle de motivation .....	753
3. Quelles limites au contrôle juridictionnel sur le raisonnement économique ? .....	754

---

<i>a) Limite tenant à l'office du juge .....</i>	755
<i>b) Le pragmatisme dans le contrôle des motifs ou la préséance         de l'exigence de cohérence sur l'exigence d'exactitude .....</i>	756
CONCLUSION GÉNÉRALE .....	763
Propositions de thèse .....	767
I. Propositions relatives au droit de la concurrence .....	767
II. Propositions théoriques générales .....	771
Bibliographie .....	773
Principales décisions citées .....	839
Index .....	861